LUTTE DE CLASSE

Pour le POUVOIR des TRAVAILLEURS

MAI 1975

VIOLENCE ET REVOLUTION

1.

Historiquement, la violence apparaît comme un instrument essentiel du maintien de chaque société de classe, et comme l'accoucheuse de la nouvelle société qui se forme au sein de la société existante. Ce double caractère suffit pour montrer l'absurdité de la condamnation systématique de toute violence (que prononcent les humanistes et pacifistes de tout poil) aussi bien que de son exaltation unilatérale de la part des terroristes. Il est donc ridicule de se prononcer pour ou contre la violence en général, en assaisonnant cette prise de position de considérations morales ou tactiques : le seul problème consiste à replacer l'action violente dans le cadre des rapports sociaux qu'elle exprime.

...

Vue sous cet angle, la montée actuelle de la violence est à la fois un produit et une composante de la crise du capitalisme. L'apport historique fondamental du mode de production capitaliste avait été de substituer, dans une très large mesure, l'échange à la violence directe dans les rapports sociaux. La situation du prolétaire est, à cet égard, radicalement différente de celle de l'esclave ou du serf : au lieu d'être exproprié de son produit (ou même de sa personne) par la violence physique, il échange sa force de travail contre un salaire (1). Mais un échange "harmonieux" n'est possible que tant que les conditions de la production permettent simultanément une reproduction adéquate de la force de travail et une valorisation suffisante du capital. Lorsque, comme c'est le cas à l'heure actuelle, cette condition n'est plus remplie, le capitalisme tend à régresser de l'échange vers la violence directe.

D'un côté, la répression capitaliste cherche à imposer par la force une exploitation accrue ; à cette répression répond la violence du prolétariat, qui vise à arracher ce que les capitalistes ne concèdent plus "de bon gré" (2).

Ce phénomène, qui remet en question les bases mêmes du mode de production capitaliste, est donc fondamentalement incompatible avec son fonctionnement, et à ce titre il apparaît comme un facteur d'aggravation de la crise. Mais cette constatation n'est nullement suffisante pour guider l'action des révolutionnaires, qui ne peut pas être fondée sur les symptômes de la crise (ou même sur les circonstances qui l'aggravent) mais bien sur le mouvement par lequel le prolétariat tend historiquement à renverser le capitalisme en développant les rapports sociaux qui lui sont propres (3). La question qui se pose concrètement, devant un acte de violence déterminé, n'est donc pas de savoir s'il permet d'atteindre tel ou tel objectif immédiat (problématique typiquement opportuniste), mais s'il contribue à la maturation révolutionnaire du prolétariat.

...

---

(1) Voir, dans ce même numéro le texte "Le Mode de production capitaliste".

Notons que l'acceptation de cet échange conditionnant l'existence même des travailleurs, ces derniers se voient obligés d'en accepter les modalités. Le mode de production capitaliste implique donc des rapports de contrainte que redouble l'inhumanité des conditions de travail (domination par la machine). Et si, au moins en période "normale", la violence n'apparaît pas en principe à visage découvert sur les lieux de production (milices et nervis patronaux), les instruments fondamentaux de la violence (armée, police, tribunaux) n'en sont pas moins institutionnalisés dans le cadre social, et toujours prêts à intervenir.

(2) Une des représentation les plus évidentes de cette situation est particulièrement sensible dans les arts et spectacles : théâtre, cinéma, mais aussi littérature et peinture. Une fois de plus, les moralistes qui crient au scandale, voient dans ces formes d'expression de "dangereux exemples" et jouent aux censeurs, ont mis leur lorgnette d'idéaliste à l'envers, et ne font que se voiler la face devant le miroir qui leur est tendu : car les gesticulations, les cris, la mise en cause des langages structurés, la démence et le "déferlement de l'érotisme et de la violence" sont bien peu de chose à côté de ce qui les explique : la violence des corps constitués, jusque là mis en réserve et qui commencent à se manifester ouvertement, révélant par là que la normalité capitaliste est atteinte.

(3) Voir "Les rapports sociaux communistes" (Lutte de Classe, septembre/octobre 1974).

COMMUNISME ET VIOLENCE

La pratique de la classe ouvrière tout au long de son histoire met en lumière les caractères spécifiques de la violence prolétarienne, violence collective exercée directement par la classe elle-même, et non à travers des organes séparés. C'est dans les affrontements de masse avec le capital que ces caractères apparaissent le plus nettement, comme on peut le voir dès les journées de juin 1848 (1). Ils se confirment et se précisent à travers la Commune de Paris, les révolutions russe et allemande, la guerre d'Espagne et les insurrections d'Europe orientale (1953, 1955-56, 1970). A mesure que progresse la concentration du capital, et donc celle du prolétariat, la base d'organisation principale de la violence de classe cesse d'être territoriale (le quartier) pour se confondre avec l'articulation même de la production (l'usine) : le prolétariat en armes apparaît sous la forme de la milice ouvrière, organisée sur les lieux du travail et coordonnée selon les mêmes méthodes que l'ensemble de l'activité révolutionnaire du prolétariat. On relève ainsi un rapport étroit entre l'organisation de la production et l'organisation pour la violence, depuis les ateliers nationaux en 1848 jusqu'aux Conseils Ouvriers dans le cas de la révolution hongroise.

Mais dans le cadre même des rapports de production capitalistes, la violence n'est jamais totalement refoulée. Toujours présente à l'arrière-plan, elle tend à éclater ouvertement lorsqu'une fraction du prolétariat sort de son rôle de marchandise-force de travail pour s'affirmer comme force sociale face au pouvoir du capital (2). A cette occasion, on constater que l'organisation adoptée en vue d'une action violente (lutte contre les jaunes ou les forces de répression) ne se distingue en rien de celle qui vise simplement le refus collectif de vendre la force de travail : dans un cas comme dans l'autre, les groupes d'ouvriers constitués sur la base de la production sont à la fois le résultat du fonctionnement du mode de production pris à sa racine (la formation de la plus-value) et la cellule de base du développement de nouveaux rapports sociaux. Leur activité doit donc être analysée en fonction des rapports sociaux qu'elle contribue à développer, et non de la dose plus ou moins grande de violence qu'elle comporte (bien qu'il reste vrai qu'en dernier ressort la transformation sociale ne pourra s'accomplir sans violence).

Les groupes d'ouvriers qui se manifestent lors d'un affrontement localisé avec le capital ne sont que des fractions, généralement très petites, du prolétariat. Ils présentent toutefois la particularité importante d'avoir été réunis sur la base matérielle de la production (3). C'est ainsi le capitalisme qui permet l'organisation de base de ces travailleurs, et qui fournit, par son fonctionnement, les occasions d'intervention qui leur permettront, en menant leur action de manière communiste, de contribuer à mettre en place de nouveaux rapports sociaux.

...

(1) Voir à ce sujet les Commentaires d'ENGELS, dans la "Neue Rheinische Zeitung", des 1er et 2 juillet 1848, reproduits en annexe aux "Luttes de Classe en France", Editions sociales pp. 129 - 136.

(2) On remarquera que cette affirmation est déterminée par les caractères de la lutte, et non par la présence ou l'absence de renvendications "purement économiques".

(3) Pour ceux qui ne veulent voir dans cette constatation qu'ouvriérisme et usinisme, il faut rappeler que de nouveaux rapports sociaux ne peuvent se développer, jusqu'à preuve du contraire, que dans le cadre du mode de production existant.

En cela, ces groupes d'ouvriers se distinguent visiblement des groupes constitués sur une base politique, qui se caractérisent généralement à la fois par un effectif très limité et par une composition sociale hétérogène. Mais plus fondamentalement, on observera qu'un groupe politique communiste (même dans le cas très particulier où il serait formé d'ouvriers d'une même usine) a pour fonction spécifique d'aider au développement de rapports sociaux communistes, que ce soit par l'élaboration théorique, par l'établissement de liaisons ou par d'autres formes d'intervention dans la lutte - ce qui lui interdit de se substituer aux fractions de classe créées par le fonctionnement même du mode de production pour mener la lutte à leur place, que ce soit de manière violente ou non violente. Au contraire, l'action du groupe politique, dont l'existence est continue, dépend de celle de la classe, qui est discontinue. En période de mouvement de la classe, le groupe politique n'assume pas ce dernier : il y participe, mais ne le remplace pas. Le reste du temps, tenter d'agir "au nom" ou à la place de la classe, c'est tourner le dos au communisme, c'est contribuer au renforcement des rapports sociaux capitalistes au sein du prolétariat.

DIRECTIVISME ET VIOLENCE

Les caractéristiques d'un tel directivisme apparaissent en pleine lumière lors des "révolutions" bureaucratiques qui, par delà leur démagogie circonstancielle, et quel que soit le degré d'aveuglement de leurs participants, ont pour objectif réel l'adaptation du capitalisme à la situation née d'une crise du système de production, par la création de nouveaux capitaux nationaux, organisés éventuellement sur la base du capitalisme d'Etat. Cet objectif même implique qu'une couche sociale non prolétarienne - même si certains de ses membres sont issus du prolétariat (1) - prenne le pouvoir en exerçant la violence aussi bien contre d'autres fractions de la classe dirigeante (qui sont un obstacle à la réorganisation du capital) que contre le prolétariat (destiné à faire les frais de l'opération).

C'est ainsi qu'au cours de la dernière phase de la révolution russe le parti bolchévik utilise les éléments d'avant-garde du prolétariat comme masse de manoeuvre pour la modernisation d'un capitalisme particulièrement arriéré. De la violence de masse généralisée caractéristique des débuts de la révolution (Février), on passe alors à l'organisation de détachements militaires spécialisés et distincts (l'armée "rouge"), qui serviront aussi bien à combattre les résidus du tsarisme qu'à écraser les derniers sursauts de l'insurrection prolétarienne (Cronstadt). A cette occasion, le parti bolchevik apparaît pour ce qu'il avait toujours été virtuellement : une bande d'hommes armés, un embryon d'Etat qui s'oppose (théoriquement et pratiquement au prolétariat en armes. Une opération analogue est menée (mais avec des résultats médiocres pour ses auteurs) lors de la guerre civile espagnole. Là encore, les organisations bureaucratique (anarchistes compris, soit dit en passant pour ceux qui ont tendance à l'oublier) exproprient la classe ouvrière des armes qu'elle avait conquises en Juillet 36 en dissolvant les milices ouvrières dans une armée de type classique sous le prétexte habituel de l'efficacité immédiate.

...

(1) Des membres de la classe ouvrière peuvent très bien avoir recours à la violence d'une manière directiviste : mais il n'agissent pas ainsi en tant que prolétaires.

C'est aussi une violence aux antipodes de celle du prolétariat qui se manifeste lors des guerres de libération nationale (1), qui tendent à modifier les conditions de l'accumulation par un nouveau partage de la plus-value. La création ou le renforcement de l'Etat capitaliste, qu'implique cet objectif, est préfigurée par le "mouvement de libération" lui-même, qui non seulement se présente avec une structure hiérarchique et pyramidale directement calquée sur celle de l'Etat bourgeois (armée, police, administration, tribunaux) mais repose typiquement sur une base de classe non prolétarienne : celle de petits producteurs pré-capitalistes que l'ironie de l'histoire condamne à mettre en place les bases de leur propre anéantissement.

Sous des formes embryonnaires - et donc moins aisément discernables - ce sont des phénomènes rigoureusement identiques que traduit l'activité des groupuscules terroristes qui répondent à l'aggravation de la crise du capitalisme en se posant - qu'ils en soient conscients ou non - comme candidats à la succession de la bourgeoisie. Le caractère apparemment dérisoire de ces mini-bureaucrates ne doit pas conduire à les sous-estimer, car dans certaines conditions ils pourraient représenter un danger réel pour la classe ouvrière. Toute leur activité se fonde sur la séparation entre la classe ouvrière et la couche de "spécialistes" qui se charge d'exercer la violence "en son nom". Cette opération tend à faire de la classe ouvrière un objet manipulable, la marchandise-type, et des terroristes les futurs détenteurs du capital. C'est cette position sociale, fût-elle imaginaire, qui s'exprime à travers les principaux éléments de l'idéologie terroriste :

1 - La mystique de l'action exemplaire "qui secoue l'apathie", conception 100 % idéaliste selon laquelle l'activité de la classe n'est pas déterminée par les conditions objectives ni par sa propre maturation interne, mais par des actions individuelles (dont l'exaltation conduit tout droit à la mégalomanie).

2 - Le remplacement de la dialectique par une vision purement mécanique à base de "stratégies" et de "tactiques", qui fait de la révolution un jeu consistant à déplacer des pions.

3 - Dans la plupart des cas, l'effacement des barrières de classe au profit d'un populisme sans principes, confirmant une fois de plus, s'il en était besoin, qu'opportunisme et aventurisme sont les deux faces de la même médaille.

En pratique, du reste, on remarquera que l'action en milieu ouvriier, même si elle n'est pas totalement absente (enlèvements, séquestrations, bagarres) ne représente qu'une infime partie de l'activité des terroristes.

....

(1) Y compris les mouvements de résistance durant la seconde guerre mondiale.

L'essentiel consiste plutôt en attaques directes contre les symboles de l'autorité capitaliste (banques, casernes ...) et en participation aux combats d'arrière-garde menés par des couches non prolétariennes de la sosiété capitaliste (paysans, commerçants, et aussi marginaux de toute sorte) (1). C'est généralement à l'occasion d'exploits de ce genre que les terroristes tombent aux mains des agents du capital et que les révolutionnaires sont appelés à les défendre.

SOLIDARITE DE CLASSE ET DEFENSE DES MILITANTS

Ces appels, qu'ils soient critiques ou non critiques, conditionnels ou inconditionnels, soulèvent immédiatement le problème des méthodes de défense. Logiquement et empiriquement, seules deux sortes de méthodes sont concevables : soit une nouvelle vague d'actions terroristes (attentats, prises d'otages, etc... (2)), soit l'appel aux bons sentiments et à l'intérêt bien compris d'une fraction de la bourgeoisie supposée "libérale". Dans un cas comme dans l'autre, les "défenseurs" se mettent sur le terrain de la politique capitaliste, contribuant à brouiller les lignes de classe qui séparent le prolétariat des agents directs ou indirects du capital. Ceux des "défenseurs" qui conservent un peu de lucidité reconnaissent parfois que leur action n'est pas particulièrement "pure", mais rétorquent aussitôt que le problème est de sauver des camarades, et que la fin justifie les moyens. Ce raisonnement - dont on pourrait donner de nombreux exemples - conduit à s'interroger sur la nature exacte de la "fin" en question.

Il est frappant, en effet, de constater que les "défenseurs" les plus acharnés ne se manifestent guère lors des assassinats perpétrés quotidiennement par le capital (par exemple, sous la forme d'accidents du travail). Leur mobilisation massive quand l'assassinat est "politique" a pour effet de poser les "militants" en catégorie à part, méritant un traitement de faveur (que les bénéficiaires aient été désignés par le capital lui-même, à travers la persécution qu'ils subissent, ne change rien à l'affaire). Ce comportement n'est pas seulement absurde en pratique (dans la mesure où il ne saurait exister d'élite révolutionnaire inamovible, le militant d'aujourd'hui étant bien souvent le pantouflard ou le traitre de demain) ; il a surtout le défaut de nier la véritable fonction du révolutionnaire, qui est de faciliter la maturation communiste du prolétariat et non de substituer de nouvelles divisions de classe à celles qui existent actuellement. La défense du "héros"ou du "martyr" nie la nature même du militant communiste.

...

(1) Dans cette activité défensive de couches qui refusent leur incorporation au prolétariat - ou en sont exclues par la crise du capitalisme - on retrouve l'écho lointain des attentats de la fin du XIXème Siècle, qui eux aussi ponctuent une crise majeure du système de production. Dans un cas comme dans l'autre, les couches sociales qui s'expriment de cette manière sont incapables de mettre en cause le capitalisme, dans la mesure où elles ne sont pas porteuses de rapports sociaux qui le dépassent, mais tout au plus de l'utopie du maintien de rapports pré-capitalistes, ou de celle du parasitisme universel ; voir à ce sujet "Notes marginales sur la marginalité" (Lutte de Classe, novembre 73) et "Grand-peur et misère du petit commerce" (Lutte de Classe février 74).

(2) Voir à ce sujet les récentes actions des G.A.R.I.

Le problème n'est donc en aucun cas de définir une casuistique permettant de distinguer les bons révolutionnaires (ceux qui sont dignes d'être défendus) des mauvais (que l'on ne défendra pas). Le refus de la "défense" s'applique de la même manière aux communistes victimes d'une persécution arbitraire, et aux terroristes pris la main dans le sac. Dans un cas comme dans l'autre, il faut avoir le courage de se situer sur une base de classe, et comprendre que l'appel à la "défense" reproduit tous les caractères fondamentaux du recours directiviste (autrement dit, contre-révolutionnaire) à la violence.

Un coup d'oeil à la pratique prolétarienne permet de préciser la ligne de démarcation entre la solidarité de classe et la "défense" organisée par les comités groupusculaires. Lorsque les ouvriers défendent leurs camarades de travail, ils n'établissent pas de hiérarchie entre militants et non militants, entre victimes d'accidents, de licenciements "économiques" ou "politiques", d'attaques physiques par les nervis de la direction, etc.... Leur solidarité s'exerce en fonction du rapport des forces existant, du niveau réel de la lutte : c'est en fait un aspect de la lutte de classe qui ne se distingue en rien de fondamental de la lutte revendicative la plus classique, dont il constitue une partie intégrante. Séparer cet aspect des autres et le monter en épingle, c'est se situer parmi les ennemis de classe du prolétariat.

0

0 0

Le refus du terrorisme, comme celui de la "défense des militants", ne sont que la stricte application du matérialisme historique, selon lequel ce ne sont pas les révolutionnaires qui font la révolution, mais bien l'inverse. Lorsque les conditions objectives et la maturation du prolétariat feront de la révolution une possibilité historique concrète, il est permis de supposer qu'on verra apparaître le nombre de révolutionnaires nécessaire et suffisant pour actualiser cette possibilité. La répression ne fera alors que multiplier les militants, et leur mort - pour regrettable qu'elle soit - ne retardera pas d'une seconde la révolution mondiale. Ceux qui aspirent à jouer un rôle personnel ont leur place toute trouvée dans les rangs de la contre-révolution. Les seuls révolutionnaires dignes de ce nom sont ceux qui ne se préoccupent pas du sort individuel des militants (le leur compris), mais du processus révolutionnaire dans son ensemble, qui est un phénomène social et non une somme d'aventures personnelles.

LE MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

Valeur d'usage et travail concret

De tout temps, quelles qu'aient pu être les formes historiques de la société humaine, la production des moyens d'existence a été le fruit du travail. Le travail est en effet le mode spécifiquement humain de l'appropriation des ressources naturelles. Il se distingue de l'appropriation instinctive des animaux en ce qu'il représente une activité consciente, c'est-à-dire qui implique une certain e prévision, une classification des objets et des produits du travail, une organisation du travail lui-même ainsi qu'une organisation sociale. C'est là une con dition à laquelle ne peut échapper aucune société (1). D'une façon générale la production n'est réalisée que par l'union d'une condition vivante (le producteur) et d'une condition inerte (les moyens de production). Ce sont les producteurs qui mettent en oeuvre les moyens de production (instruments, matières premières ...) au moyen de leur force de travail ; le travail ainsi déployé se cristallise dans un produit devant servir à certains usages ou satisfaire certains besoins. Tous les produits possèdent ainsi une utilité ou valeur d'usage qui se présente sous la forme de caractéristiques physiques pouvant être mesurées en unités telles que le quintal de blé, le mètre de tissu, la paire de chaussures etc..., ou appréciée subjectivement en fonction de leurs qualités respectives. De ce fait, la valeur d'usage est spécifique d'une catégorie d'objets donnée et ne peut être directement comparée à celle d'une autre. Il est clair que la valeur d'usage de 2 kg de pain est deux fois supérieure à celle d'un kg, mais il est impossible d'établir une telle équation entre l'utilité de 1 kg de pain et celle d'une chemise. L'appréciation de ces deux utilités est affaire de circonstances et de préférences individuelles ou collectives (2).

...

(1) Les négateurs du travail en préconisant son abolition, préconisent en fait l'abolition de l'humanité par un retour à l'état animal. Une telle révolution, qui réduirait la terre à n'être plus qu'une planète de singes repose sur une confusion entre le travail, condition générale de l'existence humaine, et l'aliénation spécifique qu'il subit dans la société capitaliste (cf. sur ce sujet, la suite du texte).

(2) Toute une branche de l'économie politique bourgeoise prend comme point de départ la comparaison subjective des utilités (utilité marginale). Ce faisant, elle "oublie" que les préférences ne sont pas des données naturelles, mais un produit social fonction de l'état historique du développement des forces-productives de la société.

Dans ces conditions, le travail producteur possède lui aussi une valeur d'usage, qui est son pouvoir de création des valeurs d'usage. Il se caractérise alors par ses qualités : tel travail (celui du chemisier, du boulanger ...) produit tel objet utile (une chemise, du pain ...). Comme les produits, le travail, sous sa forme utile, est individualisé : c'est le travail concret, producteur de valeurs d'usage.

Les rapports de production

La valeur d'usage est ainsi la forme générale de la production et le travail concret la forme générale de l'activité productive. Aucune société humaine ne peut les abolir, de même qu'on ne peut abolir les lois chimiques ou physiques ... Cependant, la manière dont chaque société les met en oeuvre lui est spécifique. Cette spécificité tient à la manière dont se réalise l'union entre les producteurs et les moyens de production, elle-même tributaire de la répartition des moyens de production au sein de la société. Par la position qu'ils occupent vis-à-vis des moyens de production, les membres de chaque société se groupent en classes, sièges de rapports sociaux spécifiques. Les rapports nécessaires qui s'établissent entre les classes dans la production, ou rapports de production déterminent la nature de la société dont ils conditionnent la survie.

Le Mode de Production

La répartition des conditions de la production qui correspond à des rapports de production déterminés ne se réalise qu'en vue d'un objectif spécifique auquel elle est étroitement liée. Ainsi la manière dont est réparti le produit final et la destination de cette répartition apparaissent aussi comme une particularité de chaque société humaine. Mais cette répartition finale ne peut que reproduire la répartition des conditions de la production (et donc les rapports de production) spécifiques d'une société donnée, toute autre répartition impliquant une transformation des rapports de production.

Enfin, la nature du travail développé dans le processus concret de la production, est elle-même liée aux rapports et aux objectifs de production. On conçoit en effet que, de même que n'importe quel travail ne peut donner n'importe quel résultat, des rapports de production déterminés ne peuvent s'établir sur n'importe quel processus concret de la production.

La manière dont est assumé le processus d'ensemble de la production, sur la base d'une forme concrète du travail, de rapports de production déterminés, et en vue d'objectifs spécifiques, forme un mode de production, caractéristique de chaque forme historique de la société.

Les Modes de Production pré-capitalistes

Ainsi, les sociétés pré-capitalistes n'assumaient la production qu'en fonction des formes générales énoncées précédemment. La majeure partie, sinon la totalité, des biens étant produits pour l'usage direct, le seul objectif de la production était la valeur d'usage. Cependant les producteurs ne se sont pas toujours trouvés dans les mêmes conditions matérielles et sociales pour assumer cette fonction.

...

Dans la communauté primitive, les producteurs disposaient de toutes les conditions de la production ainsi que de ses résultats : ils en fixaient l'utilisation en fonction de leurs besoins propres ou de ceux de la communauté. Ils avaient donc l'usage des conditions de la production et des moyens d'existence pour eux-mêmes : les rapports de production de la société primitive peuvent être qualifiés de communautaires. Ils s'appuyaient sur une activité économique essentiellement prédatrice, la cueillette, la chasse ou la pêche, la seule véritable production, au sens habituel du terme, à savoir la fabrication d'outils ou d'ustensiles, étant très peu développée. Il s'en suivait que l'ensemble du produit de la communauté correspondait seulement à sa consommation.

Il en allait tout autrement des sociétés de classe issues de la décomposition de la communauté primitive. Dans ces sociétés, l'objectif fondamental de la production était de servir, non les producteurs eux-mêmes, mais une classe d'exploiteurs qui s'appropriaient, en nature, une partie des valeurs d'usage créées par les producteurs. Ces derniers étaient ainsi asservis, dominés pour maintenir l'existence matérielle et sociale des exploiteurs.

Dans la société asiatique (1) le mode de production se caractérisait par la superposition d'une production organisée sur la base du village dans des conditions encore très primitives, avec le plus souvent appropriation collective du sol, et d'une exploitation exercée par un appareil d'Etat qui prélevait un tribut sur la paysannerie (dont une partie utilisée pour la réalisation de grands travaux destinés à élever la fertilité de la terre).

Dans les sociétés esclavagistes, l'asservissement du producteur se caractérisait par une appropriation de sa personne même. Le maître d'esclaves s'appropriait l'ensemble des conditions de la production, y compris la condition vivante, réduisant l'esclave à l'état d'un instrument de travail. Il considérait, de ce fait, le produit du travail de l'esclave comme son bien le plus entier, de la même manière que le propriétaire d'une vache s'approprie le lait fourni par l'animal. Par contre, dans la société féodale, le seigneur laisse au serf la possession des conditions de la production. C'est alors une partie des résultats, et non plus les conditions, qui fait l'objet d'une appropriation directe. Pour y parvenir l'exploiteur fixe le paysan à la terre au moyen d'un lien juridique qui attache la personne du serf à celle du seigneur.

Ces formes d'exploitation, fondées sur la valeur d'usage, supposent des conditions matérielles de la production que ne réalisait pas la communauté primitive. En effet pour que des exploiteurs puissent extorquer des valeurs d'usage produites par des exploités, il faut que ces derniers produisent plus de biens qu'il n'en faut pour les maintenir en vie, et leur permettre d'assurer la production. Les sociétés d'exploitation impliquent ainsi un certain développement des forces productives, essentiellement fondé sur le travail agricole ou artisanal, et capable de dégager un surproduit que s'approprient les classes exploiteuses.

...

(1) le terme asiatique qualifie un mode de production qui n'a pas existé seulement en Asie (Mésopotamie, Chine, Inde etc..) mais aussi en Afrique (Egypte) ou en Amérique (Incas, Aztèques, Mayas, etc...)

On voit ainsi que ce qui distingue chacune de ces sociétés, ce n'est pas l'existence des lois naturelles qui régissent la production mais bien la manière dont elles sont mises en oeuvre. Production et répartition sont deux aspects d'une même réalité : le mode de production spécifique sur lequel elles sont fondée. La production fondée sur la valeur d'usage pour l'utilisation directe par les producteurs correspond au mode de production communautaire d'une société sans classes. La production fondée sur la valeur d'usage pour l'utilisation par des exploiteurs correspond aux modes de production esclavagiste, féodale, ou asiatique, spécifiques des sociétés de classe pré-capitalistes.

On ne saurait donc analyser le mode de production capitaliste qu'en fonction de ce qui le distingue des autres modes de production, du point de vue des objectifs de la production, des rapports qui la caractérisent, et de la répartition de ses conditions et de ses résultats.

Nous examinerons successivement :

I - Les objectifs du mode de production capitaliste : valeur d'échange et loi de la valeur

II - Les rapports de production capitalistes

III - La reproduction des rapports capitalistes *

IV - La répartition des composantes de la production *

* Les parties III et IV, ainsi que deux annexes (I et II) seront publiées dans le prochain numéro de Lutte de Classe.

I - LES OBJECTIFS DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE : VALEUR D'ECHANGE et LOI DE LA VALEUR

Valeur d'échange et travail social :

La société capitaliste se distingue tout d'abord de toutes celles qui l'ont précédée par un objectif différent. La production n'est pas fondée sur la valeur d'usage, les biens ne sont pas produits pour l'usage direct par les producteurs ou même par leurs exploiteurs. Si, dans la société capitaliste, les travailleurs sont expropriés de l'usage immédiat du produit de leur travail, les exploiteurs ne s'approprient pas ces produits pour une utilisation personnelle immédiate. Les valeurs d'usage produites sont aliénées avant toute utilisation.

Dans la société capitaliste, en effet, ces valeurs sont le produit de travaux privés, c'est-à-dire indépendants les uns des autres et coordonnés, non par l'ensemble des producteurs, mais par une force sociale qui leur est extérieure, et qui s'exerce à l'occasion de la circulation des produits.

...

C'est ce mode spécifique de production en vue de la circulation qui transforme les produits de l'activité humaine en marchandises, qu'ils soient formellement échangés sur un marché - auquel cas leur caractère de marchandise ne fait de doute pour personne - ou qu'ils circulent sous l'autorité d'un capitaliste unique (par exemple au sein d'une entreprise)ce qui peut créer l'apparence de l'abolition de la production marchande (1).

Les objectifs de la production sont donc dictés par les exigences de l'aliénation. Dans les modes de production pré-capitalistes, la reconnaissance de la conformité d'un produit aux objectifs fondamentaux de la production se faisait selon le critère, social ou individuel, de son utilité immédiate, cette utilité définissant ses caractéristiques concrètes ainsi que celles du travail qui l'avait créé. Dans la société capitaliste, l'aliénation de la valeur d'usage implique que le processus de reconnaissance d'un produit fasse abstraction de ses particularités et donc se fonde sur une comparaison entre toutes les valeurs d'usage sur la base non pas de ce qui les distingue, mais au contraire, d'une caractéristique commune. La société capitaliste ne reconnaît donc pas les produits individuellement, mais globalement, ou socialiement, par la détermination d'un dénominateur commun qui est leur valeur d'échange, c'est-à-dire une mesure de leur aptitude à être substitués les uns aux autres, indépendamment de leur nature concrète (2).

La production capitaliste a ainsi pour objectif la valeur d'échange ou valeur proprement dite : elle s'orientera vers la production des biens reconnus comme étant plus aptes à l'échange que d'autres auxquels les premiers se substitueront. Elle soumet donc l'ensemble des produits à une comparaison, qu'ils soient ou non formellement échangés sur un marché.

Une valeur d'usage ne pourra être reconnue en tant que telle, que si elle est d'abord reconnue en tant que valeur d'échange. Les produits revêtent ainsi une double nature : celle de valeur d'usage et celle de valeur d'échange. Dire que la production capitaliste est fondée sur la valeur d'échange revient donc, non pas à nier l'existence de la valeur d'usage, mais seulement à reconnaître que la première prédomine sur la deuxième.

...

(1) Ceux qui préconisent l'abolition de l'autorité des capitalistes pour lui substituer celle des travailleurs au sein d'entreprises autogérées sur la base de travaux privés con fondent l'organisation fondamentale de la production capitaliste et sa personnification par une classe déterminée. Cette idéologie ne correspond qu'à une forme mythique du capitalisme : celle d'une société d'exploitation qui aurait réussi la prouesse de se passer d'exploiteurs.
D'autre part, nous verrons dans un texte ultérieur que ceux qui préconisent la seule suppression du marché sont les représentants d'une variante du capitalisme : le capitalisme d'Etat.

(2) cf Karl MARX "Le Capital" Livre I - Pléiade tome 1, pp 561 - 619 ,

En tant que dénominateur commun de toutes les espèces de marchandises, la valeur d'échange provient de leur caractéristique commune, qui est d'être des produits du travail humain (1). Cependant, le travail concret, du fait même de sa nature spécifique, en tant que producteur de chaque catégorie de valeurs d'usage, ne peut servir de dénominateur. De même que la valeur d'échange n'est qu'une comparaison abstraite et sociale entre toutes les valeurs d'usage, le travail qui produit cette valeur d'échange ne peut être qu'une comparaison abstraite et sociale entre toutes les formes spécifiques du travail concret. De même que la valeur d'échange repose sur une aliénation de la valeur d'usage, le travail abstrait, ou social, repose sur une aliénation du travail concret. Il ne pourrait, au reste, en être autrement du seul fait que travail et valeur sont les deux aspects d'une seule et même réalité, la production. La valeur d'usage est la matérialisation, ou production, du travail concret, associé aux conditions naturelles, et la valeur d'échange celle du travail abstrait.

Sous cet angle, ce ne peut donc pas être la qualité, mais la quantité, qui caractérise le travail abstrait. La valeur d'échange des marchandises se mesure à la quantité de travail abstrait, social, que leur production a nécessitée. On comprend en effet que, s'il n'est pas possible d'établir une équation qui compare les qualités du travail concret nécessaire pour produire deux catégories de valeurs d'usage (1 kg de pain et une chemise), il est par contre permis de le faire si on considère le travail sous sa forme abstraite ou quantitative. Par exemple, s'il faut une certaine quantité de travail social pour produire 1 kg de pain, et le double pour produire une chemise, on pourra dire qu'une chemise vaut deux fois plus d'un kilo de pain.

Il reste à expliciter la notion de quantité de travail abstrait. Elle fait intervenir en réalité deux aspects quantitatifs du travail : sa durée et son intensité. S'il est simple de mesurer la durée du travail concret avec n'importe quel chronomètre, il n'existe par contre aucun instrument permettant de mesurer son intensité. Certes, il est possible de comprendre que, dans les mêmes conditions techniques de production, une heure de travail donnera plus ou moins de valeur d'usage selon que l'effort du travailleur aura été plus ou moins intense. Mais il n'existe pas d'autre moyen de mesurer l'effet de cette intensité et de cette durée sur la valeur d'échange, que de comparer à l'échelle sociale l'ensemble des valeurs d'usage du même type pour en déterminer la valeur d'échange.

...

(1) En général, les objets utiles qui ne sont pas les produits d'un travail (comme l'air que l'on respire) ne sont pas des valeurs d'échange. Cependant, la terre, comme d'autres ressources naturelles, fait l'objet d'une appropriation. Ces ressources deviennent alors des similis-valeurs d'échange, non pas comme produits d'un travail, mais par capitalisation de la rente qui résulte de leur appropriation.

En effet, l'heure de travail que l'on peut mesurer avec un chronomètre, et son intensité correspondent à la forme concrète du travail. Pour qu'elles prennent la forme du travail abstrait, elles doivent subir une péréquation à l'échelle sociale c'est-à-dire un processus de socialisation. C'est dire que si l'habitude, pour des raisons de simplification, amène à désigner la quantité de travail abstrait par des heures, celles-ci n'ont rien à voir avec le temps que chacun peut mesurer avec sa montre personnelle ; elles ne représentent pas des tranches physiques du développement du travail concret dans le temps, mais un rapport social, entre tous les processus concrets du travail. Ce que l'on appelle la quantité du travail abstrait incorporé dans la production résulte d'une comparaison de sa durée et de son intensité concrètes avec une moyenne sociale déterminée par les conditions générales de la production (1).

En résumé, ce qui distingue l'exploitation de type capitaliste des autres formes d'exploitation connues, c'est qu'elle classe les produits en fonction de la quantité de travail abstrait que nécessite leur production, ce contenu en travail abstrait fixant l'aptitude des marchandises à entrer dans la circulation (et donc dans la péréquation des taux de profit).

La socialisation

De ce qui précède, il découle que l'on ne peut déterminer la valeur d'échange d'une marchandise quelconque ou la quantité de travail que nécessite sa production, à partir des seules conditions con crètes de sa fabrication. Il n'empêche cependant que l'ensemble des marchandises du même type nécessitent une certaine quantité de travail social qui détermine leur valeur d'échange globale (2). Une fois déterminée cette quantité de travail social nécessaire à l'ensemble de la production, il est possible de déterminer une moyenne pour chaque marchandise : dans les conditions générales de la production, à une période donnée, chaque catégorie de produit a nécessité une quantité moyenne de travail social.

...

(1) C'est à travers cette comparaison que s'impose le fétichisme de la marchandise, qui donne à un rapport social entre les hommes l'apparence fantastique d'un rapport de valeur entre des objets inanimés.

(2) Il ne s'agit pas ici de la quantité de travail absorbée par la production des marchandises en question (ou coût historique), mais de la quantité de travail socialement nécessaire pour leur reproduction, compte tenu de la dépréciation qui résulte de l'élévation de la productivité (sur ce dernier point, cf. la deuxième partie).

En outre la différence entre le travail simple et le travail complexe (ou qualifié), complique le processus de cette reconnaissance. Cependant, la production capitaliste tendant à uniformiser les conditions de la production tend par là même à réduire le travail complexe à un multiple du travail simple.

On voit qu'il ne s'agit pas de déterminer le travail concret incorporé dans la production des marchandises, mais le travail socialement nécessaire, c'est-à-dire une moyenne, un travail abstrait. Tout se passe comme si la société capitaliste additionnait toutes les marchandises du même type et le temps consacré à leur production, divisait l'un par l'autre, et considérait cette moyenne comme le temps socialement nécessaire à la production de chaque marchandise, indépendamment du temps de travail concret développé dans sa fabrication. Cette moyenne est la valeur unitaire de la marchandise.

Il s'en suit qu'un travail s'exerçant dans des conditions différentes de la moyenne a un pouvoir créateur de valeur différent de la moyenne. En effet, si dans une entreprise la production est assurée dans des conditions qui exigent un travail moindre que la moyenne socialement nécessaire pour la fabrication des mêmes marchandises, les marchandises produites seront porteuses d'une valeur correspondant à un temps de travail supérieur à celui qui est effectivement déployé dans leur production. Le résultat est inverse pour des marchandises produites au moyen d'une quantité de travail supérieure à la moyenne. Une partie du temps de travail effectivement dépensée est alors gaspillée, elle ne crée pas de valeur.

Ce processus tend à développer la production des marchandises fabriquées dans des conditions supérieures à la moyenne sociale, donc à élever cette moyenne, ce qui revient à réduire la dépense unitaire de travail au minimum.

Autrement dit, la production capitaliste tend à réduire en permanence le temps de travail socialement nécessaire à la production de chaque valeur d'usage, ce qui implique la dépréciation con tinuelle, en termes de valeur d'échange, des éléments de la production.

Telle est la loi de la valeur que l'on peut aussi formuler comme celle de l'élévation de la productivité : la réduction de la quantité de travail incorporée dans chaque marchandise signifie inversement que pour une même quantité de travail, la quantité des valeurs d'usages produites augmente (1). Toute production qui ne parvient pas à élever suffisamment sa productivité propre enfreint la loi de la valeur et tend donc à être remplacée par celles qui y parviennent (2).

...

(1) A ce sujet voir l'Annexe I

(2) Dans le capitalisme de marché cette loi s'applique à travers la concurrence qui n'en est pas la cause, mais le moyen qu'implique l'organisation de la production pour le marché. Nous verrons dans un texte ultérieur que le capitalisme d'Etat, privé de la concurrence entre capitaux, est en même temps privé d'un moyen efficace pour l'application de la loi de la valeur.

II - LES RAPPORTS DE PRODUCTION CAPITALISTES -

Cette nécessité implique une organisation particulière de la production, qui permette de l'assumer. On sait en effet que les sociétés pré-capitalistes pouvaient parfaitement s'accommoder d'une stagnation de la productivité. Ceci suffit pour affirmer qu'une production fondée sur la loi de la valeur ne peut s'accommoder des conditions de production esclavagistes, féodales ou "asiatiques".

L'opposition capital-travail

Pour parvenir à l'élévation de la productivité, à l'économie du temps de travail, les capitalistes doivent maîtriser les conditions matérielles de la production, ce que ne faisaient pas les exploiteurs qui les ont précédés, afin de soumettre les producteurs aux nécessités de la loi de la valeur. Cette soumission, matérielle et non plus personnelle, s'exerce à travers l'opposition des moyens de production et du travail vivant.

Alors que les modes de production pré-capitalistes se fondaient essentiellement sur le travail vivant, les moyens de production occupant une faible place dans le processus concret du travail, le mode de production capitaliste se fonde sur une domination des moyens de production sur le travail vivant.

Pour réaliser cette domination, les moyens de production prennent la forme de CAPITAL CONSTANT (1) , approprié par la classe des capitalistes tandis que le travail vivant prend la forme d'une classe de TRAVAILLEURS SALARIES VENDANT LEUR FORCE DE TRAVAIL

La domination du capital constant tire sa force de la nature même des moyens de production qui sont des machines et non plus des outils, ainsi que d'un mode d'organisation spécifique du travail. La nature des moyens de production permet la matérialisation des techniques, l'incorporation des for es naturelles dans la production et d'énormes possibilités de contrôle du travail.

L'organisation du travail sur ces bases techniques permet une association plus large des producteurs, une division plus poussée du travail, tout en assurant une concentration des moyens de production qui favorise l'opposition à la force de travail d'une masse plus importante de ces moyens.

Ces conditions matérielles parviennent en effet, à contraindre les producteurs à la discipline du travail et surtout à leur imposer, directement ou indirectement, un rythme de travail plus intense ou une productivité supérieure, et cela bien plus efficacement que ne le faisaient les coups de fouet du surveillant ou de l'intendant contre le fellah ou l'esclave, ou encore la répression militaire exercée par les seigneurs contre leurs serfs.

(1) cf. plus loin - De plus cette notion sera explicitée dans la 3ème partie (à paraître dans le numéro de juin de Lutte de Classe).

La spécificité de l'exploitation dans la société capitaliste, tient donc à ce qu'elle comporte une APPROPRIATION PRIVATIVE (fondée sur la libre disposition, et non pas la propriété privée qui existait déjà avant la société capitaliste) des moyens de production, c'est-à-dire de la condition inerte de la production et d'elle seule, en vue de leur appliquer les nécessités dictées par la loi de la valeur en modifiant leurs caractéristiques techniques, leur concentration ou l'organisation du travail.

C'est une appropriation privative dans la mesure où les producteurs sont privés de l'usage des conditions de la production pour eux-mêmes.

Par contre ils disposent d'une "LIBERTE PERSONNELLE" sans commune mesure avec les conditions pré-capitalistes, la contrainte au travail ne s'exerçant pas comme une coercition directe sur leur personne. Mais cette "liberté" n'est qu'un dénument complet : ils sont aussi privés des moyens d'existence. Ils ne disposent que de leur corps, et de sa capacité de développer du travail, ou force de travail, qui ne leur est d'aucun usage du fait même qu'ils ne disposent pas des autres conditions de la production. Au contraire des autres sociétés d'exploitation, les rapports de production capitalistes se caractérisent par une séparation des conditions de la production : les travailleurs sont séparés des moyens de production.

La vente de la force de travail -

Cette séparation s'exerce alors comme une contrainte. S'ils veulent acquérir des moyens d'existence, les travailleurs ne le peuvent qu'en vendant leur force de travail, seul bien qu'ils possèdent, à ceux qui détiennent les moyens de production, les capitalistes. De même, les détenteurs des moyens de production ne peuvent les mettre en œuvre qu'en utilisant la force de travail dont disposent les travailleurs. Dès lors que se maintient la séparation de la force de travail et des moyens de production, les uns comme les autres sont contraints à s'unir. Cette union prend la forme d'un échange : les travailleurs cèdent l'usage de leur force de travail aux détenteurs des moyens de production dont ils reçoivent en contre partie les moyens d'existence dont ils ont besoin, sous la forme virtuelle du salaire. Dans cet échange, les seules valeurs d'usage que les travailleurs considèrent pour eux-mêmes sont les biens que représente leur salaire. Ils alienent donc l'usage de leur force de travail. LE TRAVAIL DEVIENT AINSI DU TRAVAIL ALIENE ET LA FORCE DE TRAVAIL UNE MARCHANDISE.

C'est sur cette base que les capitalistes s'approprient les résultats de la production. Une fois qu'ils ont acheté la force de travail, ils détiennent l'ensemble des conditions de la production et donc l'ensemble du travail développé et de ses résultats. Ils perpétuent ainsi les conditions de l'appropriation privative des moyens de production et donc les conditions de l'achat de la force de travail.

Ainsi la société capitaliste transforme les conditions de la production en marchandises qui, dans la mesure où elles sont des produits du travail aliéné, obéissent à la loi de la valeur. Cela signifie que le capitalisme tend à diminuer le temps de travail socialement nécessaire à la production de la force de travail et du capital constant, c'est à dire

.../

à diminuer - par l'accroissement de la productivité - la valeur d'échange des biens nécessaires à l'entretien personnel des producteurs et celle des produits qui composent le capital constant, et par voie de conséquence à déprécier aussi bien le capital constant que la force de travail.

La plus-value -

C'est aussi cette organisation de la production capitaliste qui limite la consommation de la classe ouvrière à une quantité moindre de valeurs d'usage qu'elle n'en produit. De ce fait, les ouvriers développent plus de travail qu'ils n'en reçoivent sous la forme du salaire. Leur journée se divise en deux parties : l'une correspond au temps de travail nécessaire pour produire l'équivalent du salaire , l'autre à un temps de travail non payé ou surtravail.

La valeur nette de la production - autrement dit la différence entre sa valeur totale et celle que nécessite la reproduction du capital constant usé au cours du procès de production - se répartit dans les mêmes proportions entre la fraction qui s'échange contre la force de travail (capital variable) et la plus-value que s'approprient les capitalistes, et qui constitue l'objectif de l'exploitation capitaliste (1).

Lutte de classe -

Mais si le rapport entre capital variable d'une part, capital constant et plus value d'autre part, correspond en dernière analyse au partage du produit entre capitalistes et travailleurs, il s'en faut de beaucoup que ce rapport puisse être déterminé à partir de considérations purement "techniques". La fixation des termes de l'échange de la force de travail contre les biens de consommation fait l'objet d'une lutte permanente au cours de laquelle les producteurs cherchent à accroître la quantité de valeurs d'usage que représente leur salaire. De ce fait ils tendent à obtenir une élévation de la valeur d'échange de leur force de travail, contrairement à la tendance du capitalisme qui est de la déprécier.

Cependant, la lutte ne porte pas seulement sur le salaire, mais aussi sur la quantité de travail vivant qui sera développée au cours du procès de production. L'aliénation de la force de travail suppose en effet son usage par les capitalistes, en vue d'extorquer le maximum de travail vivant, ce qui implique une intensification de l'exploitation des producteurs. Ces derniers tendront alors à résister à cette exploitation elle-même comme à son intensification. De l'importance de cette résistance dépendra à son tour l'élévation de la productivité que les capitalistes pourront obtenir.

.../

(1) Come on le voit, la distinction (établie par MARX) entre capital variable (fraction du capital qui s'échange contre la force de travail) et capital constant (fraction qui s'échange contre les moyens de production) se fonde sur le mécanisme même de la formation de la valeur : alors que le capital variable fournit plus de valeur qu'il n'en contenait (le travail humain étant créateur de valeur), le capital constant ne fait que transmettre sa propre valeur à la production courante, sans y ajouter quoique ce soit. Dans "Le Capital " les trois composantes de la valeur de la production brute sont donc désignées srespectivement par c (capital constant), v (capital variable) et pl (plus value) (cf. "Le Capital"I Pleiade Tome I pp 727-750)

Mais qu'elles portent sur le salaire ou sur la productivité, les luttes ouvrières ont en fait le même enjeu, à savoir la détermination de la valeur de la force de travail et donc de la répartition du travail vivant entre salaire et plus-value. Le résultat de l'opération dépend en effet de la différence entre l'élévation de la productivité et celle de la quantité de valeurs d'usage (ou "niveau de vie") obtenue par les luttes ouvrières et exprimée à travers le salaire réel. D'une manière générale, si la hausse des salaires réels est égale à celle de la productivité, la valeur de la force de travail reste inchangée. Dans ce cas l'accroissement en valeurs d'usage du salaire réel est compensé par la dépréciation que subissent ces mêmes valeurs d'usage, du fait de l'élévation de la productivité. Si par contre la hausse des salaires est inférieure à celle de la productivité, la valeur de la force de travail diminue, et inversement si la hausse des salaires est supérieure à celle de la productivité la valeur de la force de travail s'élève (1).

Compte tenu de la valeur de la force de travail, la plus-value extorquée dépend de la quantité de travail vivant développé. Pour une valeur donnée de la force de travail les capitalistes peuvent obtenir un accroissement de la plus-value absolue par un accroisseement du travail vivant développé. Par contre, pour une quantité de travail vivant donnée, ils peuvent obtenir un accroissement de l a plus-value relative par une baisse de la valeur de la force de travail, la résistance ouvrière contre le développement du travail vivant ou en vue de l'élévation de la valeur de la force de travail ayant un e tendance inverse.

De l'organisation spécifique de la production capitaliste résulte donc un antagonisme particulier, inconnu des sociétés pré-capitalistes : la lutte dans la production, autour de l'échange et de l'usage de la force de travail. L'application, au sein de la production, de la loi de la valeur ne résulte donc pas d'un rapport technique mais bien plus fondamentalement, d'un rapport social, d'un rapport de force entre les prolétaires et leurs exploiteurs. Ce rapport de force est nécessairement social dans la mesure où la socialisation des conditions de la production est un acquis irréversible de la société capitaliste. C'est un rapport de force qui s'établit nécessairement au sein de la production, dans la mesure où la vente de la force de travail et l'absorption du travail vivant sont des conditions nécessaires de la production capitaliste. Autrement dit la lutte collective contre l'exploitation au sein de la production n'est pas le résultat de la volonté des prolétaires mais le résultat nécessaire des rapports de production capitalistes, lequel ne peut que s'inscrire dans la volonté de lutte des exploités.

...

(1) Voir l'Annexe I à ce sujet.

Cette lutte se déroule dans le cadre des conditions objectives constituées à tout moment par la quantité et la nature des moyens de production accumulés, l'organisation de la production et des échanges, le degré d'organisation interne du prolétariat et sa composition ainsi que son expérience des luttes passées.

A son tour, le résultat de chaque lutte s'inscrit dans les conditions objectives qui influencent les luttes ultérieures, sans que jamais on puisse considérer l'activité du prolétariat comme entièrement déterminée par ces conditions. Ces luttes ne sont donc pas un simple reflet des conditions inertes de la production, elles s'inscrivent comme un mouvement historique dans les conditions objectives du développement capitaliste.

La fin de ce texte paraîtra dans le prochain numéro de "Lutte de Classe"

SOUSCRIPTION

La souscription lancée en février pour le remplacement de notre ronéo a donné jusqu'ici les résultats suivants :

Dépense totale prévue		6.420. F
Versements des membres du Groupe	4.550 F	
Autres versements	150 F	
Reste à couvrir		1.720 F

(payables au plus tard en juin)

adresse postale :

Renée TOGNY
B.P. 620.09
75421 PARIS CEDEX 9

SANS AUTRE MENTION

Les textes publiés dans "Lutte de Classe" sont élaborés et discutés collectivement lors des réunions du G.L.A.T. Ces réunions ouvertes à tous ceux qui sympathisent avec nos positions ont lieu le mercredi à partir de 19 h 30.

Le lieu de réunion sera communiqué sur demande adressée à notre boite postale.

Au programmedes prochaines réunions figurent notamment les sujets suivants :
- La situation de classe à la lumière de la grève chez RENAULT
- La question féminine
- Le rôle de l'Etat dans le capitalisme de marché
- Marché et planification (2ème partie de l'analyse du capitalisme d'Etat)